

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 228/02

ÉFAI – 020483 – AMR 34/045/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA les défenseurs des droits humains de la ville de Guatémala et du département de Jutiapa

Londres, le 23 juillet 2002

Quelques jours avant que la deuxième Consultation latino-américaine sur les défenseurs des droits humains ne débute au Guatemala, les bureaux de plusieurs organisations ont été visités et d'importantes informations ont été volées. Amnesty International est préoccupée par la sécurité des défenseurs des droits humains de la ville de Guatémala et du département de Jutiapa.

Dans la nuit du 21 juillet, on a pénétré par effraction dans le siège de la *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos de Guatemala* (Conadehgua, Coordination nationale des droits humains du Guatemala), qui partage les locaux avec quatre autres groupes de défense des droits humains. Des équipements informatiques, des téléphones et des télécopieurs ont été dérobés. Tous les dossiers contenant d'importantes informations sur le travail des organisations ont également été volés, notamment ceux traitant de la remilitarisation du pays, du rôle des anciennes patrouilles civiles et d'anciens cas de « disparition ».

Selon les informations recueillies, des voitures appartenant à l'*Estado Mayor presidencial*, l'État-major présidentiel qui sert de centre de renseignement militaire, patrouillaient dans cette zone avant l'effraction. Des traces de pas visiblement laissées par des bottes militaires auraient également été trouvées dans les locaux. Les intrus y seraient restés plusieurs heures et auraient délibérément laissé les photographies de deux des directeurs de Conadehgua sur un bureau. Il s'agit manifestement d'une menace. La manière dont l'effraction a été menée fait plus penser au travail d'agents du renseignement qu'à un cambriolage imputable à des délinquants.

La nuit du 14 juillet, des intrus ont volé le disque dur d'un ordinateur utilisé par deux organisations locales, l'*Asociación de Campesinos de Jutiapa* (Association des paysans de Jutiapa) et l'*Asociación de Mujeres Campesinas y No Campesinas* (Association de femmes paysannes et non paysannes) ainsi que par l'antenne régionale de l'agence de presse *Centro de Reportes Informativos sobre Guatemala* (CERIGUA, Centre d'information sur le Guatemala). Le disque dur contenait des informations sur les conflits locaux liés à la terre, dont des détails sur les paysans privés d'exploitation, ainsi que sur la création d'un nouveau forum destiné à soutenir la mise en œuvre des Accords de paix du Guatemala de 1996.

La société civile de l'État de Jutiapa, traditionnellement dirigé par la droite, est caractérisée par une faible mobilisation communautaire. Bien que cette effraction ait été déclarée auprès du ministère public et de la police nationale civile, aucune enquête n'a été entreprise par ces organes.

On croit savoir que ces événements sont destinés à intimider les militants locaux et les défenseurs des droits humains et à les empêcher de mener à bien leurs activités et de faire entendre leurs préoccupations à la communauté internationale. Le 23 juillet a débuté la Consultation latino-américaine sur les défenseurs des droits humains. Santiago Canton, le secrétaire exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme y participera et sera membre d'une délégation chargée d'examiner des rapports faisant état de la dégradation de la situation des droits humains au Guatemala.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces derniers mois, on a pu constater un nombre croissant de manœuvres d'intimidation et d'atteintes aux droits fondamentaux dirigées contre les militants locaux et des défenseurs des droits humains au Guatemala. Les bureaux de plusieurs organisations ont été visités, le but étant visiblement d'obtenir des informations sur leurs activités et de les dissuader de continuer leur action (voir l'AU 89/02, AMR 34/019/02 du 22 mars 2002 et l'AU 72/02, AMR 34/016/02 du 11 mars 2002). Depuis quelques mois, il semble également que des exécutions extrajudiciaires aient eu lieu. Un employé de la Fondation Rigoberta Menchú a été tué en avril et trois militants pour le droit à la terre en juin.

Les quatre autres organisations de défense des droits humains partageant les bureaux de la Conadehgua sont l'*Instancia Institucional por la Paz y la Reconciliación* (Instance institutionnelle pour la paix et la réconciliation), le *Centro Internacional para*

Investigaciones en Derechos Humanos (CIIDH, Centre international de recherche sur les droits humains), la *Fundación de Acompañamiento Internacional de Guatemala* (Fondation pour l'accompagnement international du Guatemala) et la *Fundación del Acompañamiento de Austria* (Fondation autrichienne pour l'accompagnement)

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à prendre des mesures immédiates et efficaces afin de garantir la sécurité des membres des organisations mentionnées ci-dessus ;
- demandez que soit ouverte immédiatement une enquête exhaustive sur les effractions dont elles ont été victimes, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- dites-vous préoccupé par la sécurité de toutes les personnes qui tentent de défendre les droits humains et la liberté d'expression, et plus particulièrement par la sécurité de celles qui ont récemment fait l'objet de menaces et de manœuvres d'intimidation ;
- rappelez au gouvernement du Guatemala qu'il se doit de soutenir l'action des défenseurs des droits humains comme il s'y est engagé dans la résolution sur les défenseurs des droits humains des Amériques, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) en juin 1999, au Guatemala.

APPELS À :

Vice-Président de la République :

Lic. Juan Francisco Reyes López
Vicepresidenta de la República de Guatemala
6ª Avenida "A" 4-18, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Vicepresidenta de la República, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 239 0090 (L'obtention de cette ligne peut s'avérer difficile. Merci de vous montrer persévérant.)

Formule d'appel : *Señor Vicepresidente*, / Monsieur le Vice-Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Adolfo Reyes Calderón
Ministro de Gobernación
Ministerio de Gobernación
6ª Avenida 4-64, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Ministro de Gobernación, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 362 0237

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Procureur général :

Lic. Carlos David de León Argueta
Fiscal General de la República
Fiscalía General del Ministerio Público
8ª Avenida 10-57
Tercer nivel, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Fiscal General de la República, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 221 2718

Formule d'appel : *Señor Fiscal*, / Monsieur le Procureur général,

Directeur général de la police nationale civile :

Comisario Luis Arturo Paniagua Galicia
6ª Avenida 13-71, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Comisario Luis Arturo Paniagua Galicia, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 251 9382

Formule d'appel : *Señor Director*, / Monsieur le Directeur ,

COPIES À :

Agence de presse :

CERIGUA
2ª calle 1-42, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 238 1456 / 221 2521/ 251 1289 (si quelqu'un répond, dites : « *me podría dar tono de fax por favor* »

Conadehgua
2 Calle, 4-42, Zona 2
Ciudad de Guatemala, Guatemala

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 3 SEPTEMBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*